Libre-échange, paix et facteurs de la croissance économique

Aufgaben

1 Résumez le texte. (Material)

(30 BE)

2 Par la loi présentée dans le texte, le gouvernement tchèque prévoit de prioriser les produits locaux.

Expliquez les effets possibles d'une telle loi sur l'économie nationale. (Material)

(40 BE)

3 Jugez du rôle du libre-échange pour assurer la paix entre les pays.

(30 BE)

Material

Natasha Foote, Ondřej Plevák: La République tchèque entend prioriser les produits locaux dans ses supermarchés (2021)

La République tchèque est en passe[1] d'introduire une loi agroalimentaire[2] protectionniste malgré les avertissements selon lesquels une telle démarche pourrait constituer une violation à la libre circulation des marchandises au sein de[3] l'UE.

La Chambre basse du parlement tchèque a approuvé un amendement[4] à la loi agroalimentaire tchèque mercredi (20 janvier) en vertu[5] duquel les commerces d'une superficie supérieure à 400 m² seront tenus de vendre une part minimale obligatoire de produits locaux à partir de 2022. Ce quota devrait être élevé à 55% l'année prochaine dans le but d'augmenter progressivement vers 73% d'ici à 2028. […]

L'objectif ? Atteindre l'autosuffisance dans la production agroalimentaire et soutenir la filière agricole locale. […]

Quid[6] de la libre circulation des marchandises au sein de l'UE ? Bien que la Commission européenne ne se soit pas exprimée à ce sujet, un représentant européen a fait savoir à Euractiv[7] que « la liberté des marchandises et des services au sein du marché unique était non seulement notre pilier le plus important afin de garantir l'approvisionnement à travers l'Union, mais également notre meilleur instrument pour garantir une reprise générale », ajoutant que « toute restriction locale avait un effet contre-productif ». « Il est crucial que les mesures nationales d'urgence ne contreviennent pas aux valeurs et principes fondamentaux entérinés[8] dans les Traités de l'UE ». L'exécutif européen analysera la législation tchèque une fois adoptée. […]

Néanmoins, une source européenne proche du dossier a récemment dévoilé à Euractiv que si la loi était adoptée, de telles mesures créeraient sans aucun doute « des conditions de commercialisation privilégiées pour les produits tchèques », allant ainsi à l'encontre d'autres producteurs du secteur alimentaire européen et transgressant le principe de libre circulation des marchandises. De plus, de telles règles viendraient perturber la chaîne d'approvisionnement et de distribution du navire européen, étant donné qu'elles sont contraires à la liberté d'établissement.

Parmi les États membres, huit ont déjà exprimé leur opposition à ce projet de loi, notamment l'Allemagne et la France, comme l'indique le Hospodarske noviny[9].

Le Premier ministre tchèque Andrej Babiš a maintenu qu'il « n'était pas l'instigateur[10] de cette proposition et ne la soutenait pas ». « D'après moi, il s'agit d'un processus politique inutile qui viole les principes du marché unique », a-t-il renchéri[11]. Cependant, la proposition est passée par son gouvernement et a été approuvée par les députés de son parti.

---

1 être en passe de – être en train de
2 agroalimentaire – Nahrungsmittel betreffend
3 au sein de – à l'intérieur de
4 un amendement – ein Änderungsantrag
5 en vertu de – en raison de
6 quid – que se passe-t-il
7 Le réseau journalistique Euractiv est la source de ce document.
8 entériné,e – bestätigt
9 un quotidien slovaque qui met l'accent sur les thèmes économiques
10 l'instigateur – l'auteur
11 renchérir – *ici :* affirmer

Les leaders de l'opposition ont qualifié le projet de « ridicule », arguant[12] qu'il s'agissait « d'une des pires lois de l'histoire tchèque ». Les opposants, eux, ont déploré le fait que l'amendement ne viendrait en aide qu'aux gros conglomérats[13] agroalimentaires, notamment la société de holding Agrofert[14], anciennement détenue par M. Babiš.

Les critiques se sont également élevées du côté de la Confédération du commerce et du tourisme, la Chambre du commerce, la Confédération de l'industrie et la Chambre de l'alimentation. En outre, nombre d'associations ont aussi averti que la nouvelle loi pourrait entraîner des répercussions néfastes[15] sur le prix, la qualité et la disponibilité des denrées alimentaires[16].

En revanche, le projet de loi a été salué par la Chambre de l'agriculture, qui représente les grandes entreprises du secteur agroalimentaire. […]

Au fil de la première vague du nouveau coronavirus, la Bulgarie a tenté de contraindre la plupart de ses chaînes de supermarchés étrangères à donner la priorité aux produits locaux, mais elle avait par la suite revu sa position en raison de la pression exercée par la Commission sur le sujet.

Natasha Foote, Ondřej Plevák: La République tchèque entend prioriser les produits locaux dans ses supermarchés, in: EURACTIV République tchèque et EURACTIV.com, übersetzt von Nathanaël Herman, 21.01.2021, URL: https://www.euractiv.fr/section/agriculture-alimentation/news/czech-parliament-backs-food-law-obliging-stores-to-prioritise-local-products/l (abgerufen am 11.04.2021).

Hinweis

Le réseau « EURACTIV Media Network » à orientation pro-européenne représente une coopération d'organisations médiatiques dans plus de douze capitales européennes. Il se dit pratiquer un « journalisme de qualité » basé sur des valeurs fondamentales telles que l'indépendance des médias et la transparence.

---

[12] arguer – argumenter
[13] un conglomérat – un groupe constitué d'entreprises aux activités différentes
[14] Agrofert compte plus de 230 sociétés par exemple dans les secteurs agroalimentaires, de la logistique, de l'énergie et des médias de masse. L'actuel Premier ministre Andrej Babiš en était l'unique propriétaire jusqu'en 2017 quand il a dû transférer la propriété de l'entreprise à des fonds contrôlés par sa famille et ses avocats à cause d'une loi sur les conflits d'intérêts adoptée par le parlement.
[15] néfaste – catastrophique
[16] les denrées alimentaires – Lebensmittel